

L'autre agriculture urbaine en zone métropolitaine : une recherche-action sur les opportunités de mise en valeur et développement de l'agriculture périurbaine montréalaise

Ghalia Chahine

Volume 11, numéro 1, mai 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1009224ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal
Éditions en environnement VertigO

ISSN

1492-8442 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Chahine, G. (2011). L'autre agriculture urbaine en zone métropolitaine : une recherche-action sur les opportunités de mise en valeur et développement de l'agriculture périurbaine montréalaise. *VertigO*, 11(1).

Résumé de l'article

L'agriculture métropolitaine ne peut plus se laisser contenir dans des définitions ou classifications traditionnelles. Qu'elle soit urbaine ou périurbaine, il faut dorénavant porter notre attention sur les innombrables fonctions communes à tous les types d'agriculture et surtout, sur les actions et les acteurs qui les mettent en valeur. La question centrale de l'article présenté est donc : est-il possible de contrer la pression, et l'étalement urbains sur le territoire agricole par un processus de co-construction inusité axé sur un développement multifonctionnel agricole ?

Tous droits réservés © Université du Québec à Montréal et Éditions en environnement VertigO, 2012



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

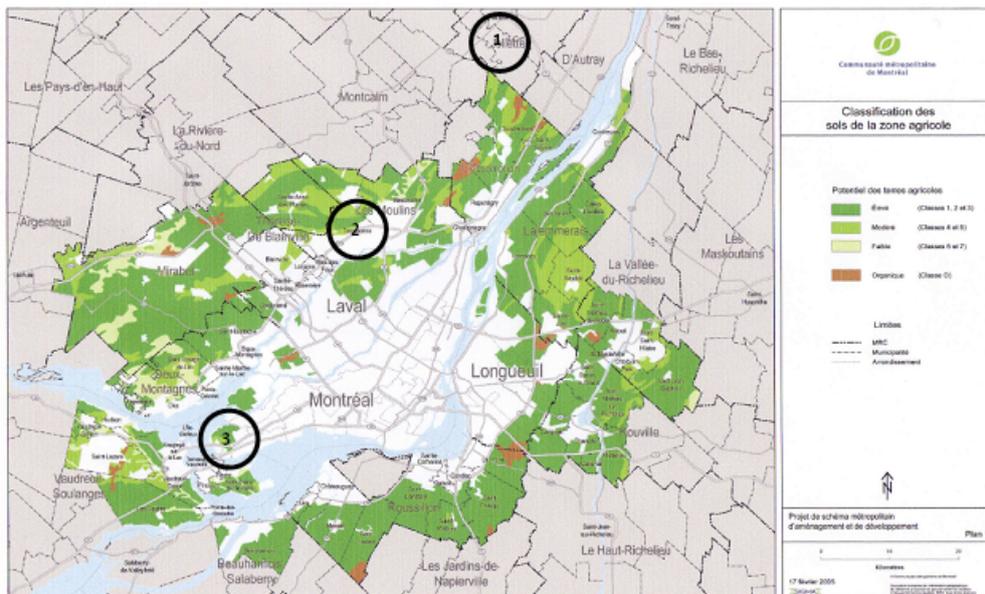
<https://www.erudit.org/fr/>

Ghalia Chahine

L'autre agriculture urbaine en zone métropolitaine : une recherche-action sur les opportunités de mise en valeur et développement de l'agriculture périurbaine montréalaise

Introduction

- 1 L'agriculture, en général, et le territoire agricole, plus particulièrement, font face à des pressions économiques, politiques et sociales très importantes. À tous les enjeux de la mondialisation, de l'étalement urbain, de la protection de l'environnement, de la cohabitation ou de la multifonctionnalité s'ajoutent autant d'enjeux internes avec lesquels le monde agricole doit jongler pour survivre. Parmi ceux-là, on peut compter le vieillissement de la population agricole, le manque de relève, les prix très élevés des terres et des équipements, le mitage des terres de bonne qualité, la spéculation foncière, la diminution continue du nombre de fermes, l'affaiblissement du poids politique et un marché économique difficile.
- 2 En région métropolitaine, la conception de l'agriculture locale et de proximité nécessite un regard élargi sur ce que peut être l'agriculture urbaine au sens large du terme. Toute discussion sur l'agriculture métropolitaine doit porter une attention particulière sur : l'apport alimentaire de l'ensemble des activités agricoles métropolitaines à l'ensemble de la population urbaine, les multiples fonctions (production, protection de l'environnement, qualité des paysages, activités agrotouristiques, programmes éducatifs, ...) du territoire et des activités agricoles qu'ils se soient, géographiquement, centraux et périphériques et la reconnaissance des rôles complémentaires de toutes les agricultures présentes sur le territoire métropolitain
- 3 Le présent article a pour objectif principal de proposer, aux milieux municipal et académique, un processus concret, que nous avons élaboré et testé, d'appropriation et de mise en valeur du territoire agricole métropolitain. Ce processus comprend la conception, l'élaboration, la réalisation et le suivi de projets locaux sur le territoire agricole.
- 4 Trois projets agricoles périurbains locaux sont en cours de réalisation dans la CMM¹. Autour de chacun des projets gravite un important nombre d'acteurs locaux et régionaux. L'étude doctorale (2007-2011), menée au Département de géographie de l'Université de Montréal par le Laboratoire de développement durable et dynamique territoriale², vise à comparer trois variantes d'un même processus de co-construction collective dans trois secteurs différents de la CMM, soit dans la zone d'influence métropolitaine (ceinture verte), dans la couronne nord métropolitaine et sur l'île de Montréal. Plus précisément, les projets se répartissent de la façon suivante : le projet #1 à Saint-Ambroise-de-Kildare/Saint-Charles-Borromée (MRC de Joliette), le projet #2 à Terrebonne (MRC Les Moulins) et le projet #3 à Senneville (Ouest de l'île de Montréal) (Figure 1).

Figure 1. Situation géographique des trois projets menés et suivis

5 Source : http://www.cmm.qc.ca/psmad/file/plans_PSMAD/Plan_10_Classification_sols_v2.pdf

6 Les dynamiques et les résultats de chacun de ces projets peuvent varier, mais tous visent à développer, à valoriser et à promouvoir une agriculture de proximité durable fondée sur la reconnaissance collective de la multifonctionnalité de l'agriculture.

7 Nous présenterons les trois démarches collectives de co-construction et discuterons du rôle complémentaire à l'agriculture urbaine que peut jouer l'agriculture périurbaine en ce qui concerne d'accessibilité à des aliments sains, du rapport à la terre et à la production agricole à différentes échelles, de qualité d'environnement habité ou côtoyé, de cohabitation plus harmonieuse des milieux et des groupes et de cohésion sociale renforcée.

Le contexte alimentaire montréalais : données sur la production et redéfinition de l'agriculture périurbaine

8 Dans le monde, en 2008, on estime à 900 millions de personnes sous nourries et 1.2 milliard de personnes mal-alimentées³. À Montréal, 300 000 personnes vivent une situation d'insécurité alimentaire⁴ (CRÉ Montréal, 2005). À cela s'ajoute une tendance lourde en faveur de la production et des circuits alimentaires locaux. En région métropolitaine, toutes les agricultures présentes sur le territoire devraient, dans la mesure du possible, répondre aux besoins locaux ou régionaux et être reconnues comme faisant partie, à part entière, mais à échelles variables, du réseau alimentaire métropolitain. Dans le cas montréalais, ce ne sont ni les terres agricoles, ni l'efficacité de la production agricole qui font défaut !

9 Dans la CMM, la zone agricole décrétée occupe 221 200 hectares, soit plus de 57 % du territoire métropolitain. Le taux d'occupation de la zone agricole métropolitaine est estimé entre 64 % et 69 %⁵ (Tanguay, 2006). Il est estimé que la majorité des entreprises maraîchères se retrouvent dans un rayon de 100 km de Montréal (Fédération des producteurs maraîchers, 2005). À la production locale urbaine (jardins communautaires et collectifs) s'ajoutent près de 1425 entreprises, soit 73 % de l'ensemble des entreprises agricoles métropolitaines qui génèrent la majorité de leurs revenus des productions végétales (MAPAQ, 2004, p. 7). De ces entreprises, 514 d'entre elles se spécialisent en production de fruits et légumes et occupent 13 866 ha du territoire. Comparativement à l'ensemble du Québec (1,1 %), la production de fruits et légumes à la CMM occupe 10,5 % du territoire agricole métropolitain exploité. Au Québec, la production, en zone agricole, de petits fruits et de légumes frais atteint 12 899,8 kg/ha (ISQ, 2008)⁶. L'agriculture, dite périurbaine, est une source quotidienne d'aliments frais de proximité pour les Montréalais et mérite de réintégrer pleinement le système alimentaire urbain.

10 À cette fonction primaire, la reconnaissance, par le milieu municipal local des multiples fonctions des agricultures métropolitaines est primordiale pour la réussite d'une démarche de co-construction. De nombreux auteurs et publications traitent de la multifonctionnalité de l'agriculture périurbaine. Debailleul (2001) fait, d'ailleurs, référence à une liste⁷ assez exhaustive des 'amenities' de l'agriculture, qui pourraient, aussi, être répertoriés selon les quatre « P » (place, play, production, protection) des fonctions des espaces ruraux périurbains (Bryant, 2005, p. 3). Dans le contexte québécois, tout au long des années 2000 (BAPE sur la production porcine en 2003, CAAAQ en 2007), de nombreux spécialistes ont commencé, à poser un nouveau regard sur l'agriculture et la place que la société dans l'ensemble souhaite qu'elle occupe pour l'avenir. Que ce soit à travers les écrits d'entre autres, Ouimet⁸ (2009) ou Pronovost⁹ (2008), le développement durable du territoire agricole se conjugue de plus en plus à la première personne du pluriel et au futur au Québec. Ainsi, les préoccupations collectives ainsi que les atouts propres de l'activité agricole poussent à revoir les clivages territoriaux et le mandat du territoire agricole qu'il soit urbain ou périurbain. Dorénavant, la complémentarité est de mise. C'est pourquoi dans cet article notre attention est volontairement et formellement portée sur les convergences entre les divers types d'agriculture et d'échelles de production. Nos deux principaux points d'ancrage pour cette réflexion agricole métropolitaine sont, donc : la multifonctionnalité de l'agriculture (activité et territoire) et les acteurs locaux (rôle et responsabilités).

La recherche-action : une méthode mieux adaptée à une approche « terrain »

11 La survie et le dynamisme de l'agriculture périurbaine dépendent d'un revirement majeur dans l'approche de ce territoire à l'échelle locale et métropolitaine. Notre recherche doctorale propose la recherche-action comme le nouveau souffle nécessaire pour enclencher cette transformation.

12 La recherche-action est un processus continu (cyclique et en spirale), en perpétuelle reconstruction, qui réinvente le rôle du chercheur et qui se définit par la transformation qu'il provoque. L'action sert de laboratoire (Gauthier, 1981) alimentée par et à la source de la production de la connaissance scientifique. La recherche-action n'est, donc, pas de l'apanage des chercheurs, mais concerne aussi les praticiens et les acteurs locaux et se rattache à la complexité des problèmes rencontrés que les modes d'approche traditionnels ne peuvent plus résoudre. Cette approche oblige les personnes, engagées dans ce processus, d'accepter un fonctionnement informel et une séquence continue, mais non linéaire, de leurs contributions. Dans une telle fluidité d'action, de fonctions et de contributions, le *rôle absolument fondamental des animateurs dans cette fonction d'intermédiaire* (Gerbaux, 1981) devient central. Dans un tel processus collectif de dialogue, de collaboration, de confrontation et de transformation, le chercheur ne peut rester observateur et, surtout pas, neutre. La nature même de la recherche-action l'oblige à prendre position, énoncer ses choix et se positionner comme partenaire de l'action. Le chercheur a, donc, le défi de s'impliquer dans l'action tout en préservant les règles méthodologiques afin de garantir la reconnaissance et la valeur scientifique de sa démarche.

13 Concrètement, notre recherche-action avait 4 missions : amorcer, planifier, suivre et comparer des projets agricoles dans la région métropolitaine. En analysant, le processus d'appropriation individuelle et collective d'un projet de mise en valeur, de promotion et de développement agricole de certains secteurs métropolitain en zone de cohabitation urbain/agricole intense. Nous étions en mesure de proposer une approche globale qui répond aux questions suivantes : Comment l'agriculture, dite périurbaine, peut-elle parvenir à réintroduire le système urbain métropolitain ? Comment recréer le lien entre protection des terres agricoles, production et consommation locale ? Comment les différents milieux, groupes et organismes réagissent-ils à une telle approche globale inclusive et collective de co-construction ?

14 Au cœur d'un tel exercice se trouve l'individu, qu'il soit producteur agricole reconnu, citoyen, membre d'un organisme (gouvernemental, paragouvernemental, communautaire) ou d'une organisation quelconque. La volonté, l'engagement et la mobilisation individuelle et collective

comptent parmi les principales véritables garanties de l'avancement et de la réalisation éventuelle de tout projet agricole périurbain.

- 15 L'ensemble de la démarche doit rester très flexible et ouvert à l'apport et aux propositions de tous les participants sans égard à aucune hiérarchie pouvant exister localement. Un journal de bord détaillé (rencontres, échanges, réunions de planification, etc.) a été tenu dès les premiers contacts afin de documenter le processus au complet.
- 16 L'adoption de cette approche à la recherche est clairement enracinée dans la compréhension de tous que l'enclenchement de ce type d'expérimentation mandatée provoquera des tensions, des changements, voire des bouleversements, à d'autres échelles et dans d'autres domaines. Les trois processus de co-construction se fondent sur le dynamisme local, l'engagement individuel, le support régional et la reconnaissance et l'adoption de la multifonctionnalité de l'agriculture comme principe de base des initiatives de redynamisation et de développement du territoire agricole considéré.

Application du cadre théorique à trois secteurs agricoles métropolitains

- 17 Le protocole de notre recherche-action dans les deux projets initiaux (Les Moulins et Joliette) reposait sur un travail à différentes échelles appuyé et suivi par les divers intervenants avec, à la base, carte blanche à la chercheuse au niveau de la méthodologie, du processus et du choix des participants. Ce protocole se fondait en un premier temps sur l'obtention de l'appui (mandat accordé) de plusieurs acteurs régionaux clés : UPA, MAPAQ, MAMROT, CPTAQ et MRC.
- 18 En obtenant l'appui ainsi que la reconnaissance de validité de notre démarche pour la région, la recherche-action pouvait ensuite procéder à obtenir l'aval d'acteurs locaux tels que le CLD, la municipalité et les producteurs agricoles du secteur. Tandis que l'appui régional est essentiel pour entamer une démarche agricole régionale, l'ancrage de chacun des trois projets doit se faire autour d'une volonté locale, individuelle ou collective.
- 19 Dans le cas du projet#3 Senneville, la recherche-action a dû s'adapter à une démarche locale déjà en cours avec un ensemble d'acteurs déjà impliqués. Une fois bien positionnées dans la dynamique locale, nous sommes parvenues à inclure les mêmes intervenants régionaux et locaux et à faire adopter les mêmes balises et protocole que pour les deux projets lanauois afin de maintenir les comparables.
- 20 En termes de choix des secteurs agricoles étudiés, la rédaction du *Profil bioalimentaire de Lanaudière* au MAPAQ en 2002, et les 2 années de suivi terrain au sein de la Fédération de l'UPA-Lanaudière, ont été déterminants dans la sélection.
- 21 Dans le premier cas, c'est la MRC Joliette qui a été retenue. Au cœur géographique de la région de Lanaudière, la MRC Joliette, dont plus 79 % du territoire est zoné agricole (33 108 ha), connaît une croissance démographique constante (+7,6 % depuis 2001) et une planification urbaine parfois défailante. En effet, le schéma d'aménagement datant du 10-12-1987 n'a pas encore été remplacé. Le processus de révision ayant été initié en 1993 avec l'adoption du DOR, c'est en 2008 que la MRC dépose son SADR. Voici donc une MRC centrale, importante en termes démographique, géographique et économique qui a vécu un vacuum de planification pendant plus d'une décennie. À cela s'ajoute une distanciation palpable avec le monde agricole qui était renforcée par un poste d'aménagiste vacant pendant près de 3ans et la non-convocation du CCA (comité consultatif agricole) régional pendant presque autant d'années. La problématique agricole joliettoise en était une de planification et de réseautage agricole affaibli.
- 22 La seconde MRC choisie est la MRC Les Moulins. Située au N-E de l'île de Montréal, dans la couronne nord de la CMM, Les Moulins possède une zone agricole de 14 600 ha (54 % de son territoire). Lors de la révision de la zone agricole, durant les années 1990-1992, cette MRC avait procédé au dézonage de plus de 5 432 ha, soit 27 % de sa zone agricole décrétée. À ce dézonage massif s'ajoutent, une forte croissance démographique (+22 % entre 2001 et 2009), un taux d'occupation agricole relativement bas (48 %) et le taux de location des terres agricoles le plus élevé de la région (33 %). Le territoire agricole moulois pouvait dès lors être

considéré comme un territoire fragilisé sur 3 plans : la pression urbaine, une tenure agricole affaiblie et une spéculation foncière soupçonnée.

23 Le troisième projet, est plus récent et était inattendu. Tandis que les deux premiers choix ont été basés sur des connaissances accumulées, l'expérience terrain et un suivi depuis le début des années 2000, le troisième projet s'est imposé. Plusieurs producteurs de l'ouest de l'île de Montréal recherchaient du soutien technique dans une réflexion commune sur la valorisation de leur agriculture. En moins de 6 mois, le projet a rallié une centaine de professionnels intéressés et entamé plusieurs initiatives, dont la tenue d'un sommet agricole en juillet 2009, et la formation d'un comité de travail actif sur plusieurs fronts. Le cas de l'ouest de l'île est emblématique d'une démarche « grass roots » collective et d'un engagement individuel profond.

La co-construction comme outil principal de réalisation et de mise en pratique d'une démarche cohérente

24 L'exercice de co-construction entamé dans les projets lanaudois a été fort révélateur des dynamiques locales et régionales : non seulement un manque de vision collective agricole et une certaine hésitation institutionnelle se sont révélés mais aussi une volonté et un engagement individuel des participants de tenter l'expérience et voir les résultats potentiels.

25 Il faut dire qu'au début les participants se sont engagés non pas dans un projet agricole, mais dans une démarche fondée sur des préoccupations communes de protection du territoire agricole, de redynamisation des terres et des activités agricoles périurbaines ou de réflexion territoriale urbano-agricole commune.

26 Dans les deux cas lanaudois, mais surtout à Joliette, l'UPA a joué un rôle central en matière de mobilisation et d'adoption du projet par les instances municipales locales et régionales. Le MAPAQ et le MAMROT ont pour leur part, contribué à asseoir notre démarche dans le contexte de planification globale multidisciplinaire. La CPTAQ nous a alimentés en données cartographiques et techniques essentielles. Les producteurs agricoles ont été impliqués, à parts égales, dans le processus de planification et sont dans les faits les porteurs des projets actuels.

27 Dans le cas de Senneville, la détermination et les contacts personnels des propriétaires et des producteurs agricoles ont ancré le projet dans une démarche de protection des ressources agricoles et naturelles et interpeller des acteurs « autres » tels que Conservation de la Nature, l'Arboretum Morgan, l'université McGill, l'Université de Montréal et l'arrondissement de la Ville de Montréal. Malgré un objectif clair et un engagement profond, ce projet doit encore articuler un plan d'action détaillé et formuler un projet collectif commun clair.

Les résultats : de la théorie à la pratique, une transformation lente avec des impacts réels

28 Mais qu'en est-il concrètement des retombées de notre recherche-action ? Est-ce une démarche porteuse de résultats prometteurs pour l'agriculture métropolitaine ?

29 Nous répondrons certainement. Il faut toutefois, être conscient que les résultats débouchent parfois sur des projets à échelles variables, pouvant varier d'un projet sur une ferme qu'à une démarche de modification de réglementations municipales ou à un changement dans la planification régionale. Il importe donc, de retenir que l'objectif premier est le réseautage régional agricole, l'émergence d'un regard multifonctionnel et d'une valorisation commune du patrimoine agricole local.

30 Concrètement, les trois processus ont déjà engendré des démarches collectives positives prometteuses.

31 Dans le cas de Joliette, le projet découlant de notre initiative est soutenue par un jeune producteur agricole et la municipalité de Saint-Ambroise-de-Kildare. Le projet a été repris, tel que conçu par le groupe de travail, mais à une échelle réduite. Ici, la communauté est au cœur des préoccupations. Le projet consiste en la mise sur pied d'un jardin collectif dans la zone agricole sur des terres agricoles sous-exploitées avec un partenariat futur avec la Commission scolaire (programme éducatif pour l'école primaire de la municipalité).

- 32 Dans le cas des Moulins, le projet qui est parrainé par deux productrices agricoles avait comme valeur centrale la solidarité agricole. La formule de marché de solidarité a été retenue et aspirait à structurer une offre alimentaire locale.
- 33 Dans le cas de Senneville, la prémisses pour la protection des ressources locales est bien définie. Le projet ambitieux d'une fiducie foncière agricole ou d'une planification agricole spécifique est en cours d'étude.
- 34 Quoique très intéressants, ces résultats ne sont, toutefois, qu'une illustration de la transformation provoquée dans les trois milieux. Il faut aller plus en amont pour déterminer si la méthode choisie peut réellement être porteuse d'un nouveau mandat territorial pour l'agriculture périurbaine, si l'action qu'amorce ou stimule le chercheur dans un secteur agricole fragilisé peut réellement contribuer à l'émergence d'un dynamisme local favorable et à l'essor d'opportunités économiques agricoles nouvelles ? et si le processus de co-construction peut réellement être considéré comme étant le plus adapté au contexte agricole métropolitain actuel ?
- 35 Nos observations, dans les trois cas, nous incitent à répondre affirmativement à ces questions.

Le réseautage agricole en place

- 36 Le principal indicateur révélateur de l'efficacité d'un tel processus est le réseautage agricole et alimentaire qui se tisse durant et qui perdure après l'intervention (recherche-action) du chercheur. Les trois projets ont été conçus, élaborés et planifiés par des tables de travail regroupant plus d'une dizaine d'intervenants locaux. Dans les deux cas lanauois, MRC, MAPAQ, MAMROT, CPTAQ, producteurs agricoles, UPA, CLD, CDBL ont tous participé. Dans le cas de Senneville, propriétaires fonciers, producteurs agricoles, Conservation de la Nature, l'université McGill-campus Macdonald, Arboretum ont été très actifs aussi.

Les réseaux secondaires en appui

- 37 À ce réseau principal se greffent plusieurs autres réseaux secondaires qui ancrent la démarche dans le contexte local spécifique. Ces réseaux peuvent être constitués par des experts ou intervenants ponctuels ayant été impliqués dans le processus pour répondre à un besoin ou questionnement particulier ou peuvent être le réseau individuel de chacun des membres de la table de travail pouvant être mobilisés ou consultés au besoin. À titre d'exemples, la consultation d'une spécialiste en architecture du paysage pour s'initier aux prémisses de la construction mentale d'un paysage et celle d'un responsable des dossiers « patrimoine » pour connaître l'interprétation de la valeur du patrimoine agricole dans une municipalité permet non seulement d'obtenir de l'information spécialisée, mais aussi d'élargir les potentiels d'interactions. Dans le cas des réseaux secondaires personnels, un exemple éloquent est la liste de clients des producteurs établis en ASC (agriculture supportée par la communauté) qui constituent une masse critique de support pour tout projet agricole retenu. Les individus directement engagés et les nombreux réseaux secondaires constituent le filet agricole de support qui restera en place.

Les porteurs du projet

- 38 À ce filet doit absolument s'ajouter un porteur de projet (une personne ou d'un regroupement de personnes). À partir de la conception finale du projet¹⁰, le chercheur doit lâcher prise de son projet quitte à voir tous les efforts et énergies s'écrouler. Cette étape de relai est cruciale, à notre avis, pour la réussite d'un projet de recherche-action, car la portion de recherche-action est close et la part du projet s'amorce réellement. Un porteur local doit se manifester à cette étape charnière pour la phase de réalisation du projet. À ce stade-ci, l'action devient du ressort du leader local, appuyé par la collectivité, et le chercheur redevient une ressource périphérique de support, d'observation, d'analyse, de conseil, etc.... Dans nos deux cas lanauois, il s'est avéré que des producteurs agricoles locaux ont pris le relai d'une main de maître, dans le cas de Senneville, c'est plutôt un regroupement d'acteurs locaux.

La multifonctionnalité

39 Un important indicateur est l'intégration de la multifonctionnalité de l'agriculture dans la conception ou la compréhension même du territoire par les acteurs locaux. Il ne s'agit pas de repérer et répertorier ce concept dans les documents officiels, mais plutôt de percevoir la finesse et la complexité de ce concept à travers la planification du territoire et les projets de développement régionaux ou locaux.

40 Du point de vue de l'agriculture périurbaine, certains défis liés à l'intégration du concept de la multifonctionnalité¹¹ doivent, donc, être soulevés.

41 D'abord, l'intégration de ce concept dans les programmes et les politiques nationaux nécessite une attention spéciale à l'interprétation qu'on en fait. Aussi, comme tous les autres concepts qui ont été, à un moment donné, emblématiques d'un courant ou d'une époque, la multifonctionnalité ne pourra répondre à toutes les attentes et à tous les besoins, et n'aura pas nécessairement les mêmes retombées partout. La reconnaissance et la mise en valeur de ce concept pour l'agriculture obligent une redéfinition, ou du moins un réajustement, des rapports sociaux entre la ville et la zone périurbaine, d'une part entre le territoire agriculture et l'activité urbaine et d'autre part, en faveur d'une gestion cohérente du territoire. Ensuite, en tentant de pallier les problèmes engendrés par la périurbanisation (pertes de sols de qualité, couts élevés en infrastructure¹²...) et d'identifier les opportunités de développement qui découleraient de cette mise en valeur, certains dérapages risquent d'émerger.

42 L'évaluation de certains de ces dérapages requiert évidemment une certaine connaissance technique de la profondeur et de la richesse, mais aussi des pièges d'interprétations faciles du concept de la multifonctionnalité. De façon générale, quelques repères peuvent nous aider à évaluer l'état de la situation :

- La perte de confiance du milieu agricole dans le processus d'aménagement est souvent palpable. La présence des termes dans les documents ou projets d'aménagement ou des plans d'action, mais sans aucune action concrète de mise en application rattachée.
- La déstabilisation du contrôle agricole foncier (spéculation) renforce la fragilisation du secteur agricole. L'emploi du concept de multifonctionnalité et des valeurs de développement durable en parallèle avec des projets de développement urbain (dézonage) pour un même secteur.
- L'artificialisation du milieu est souvent une conséquence directe. La rétention d'une seule fonction, par exemple le tourisme, comme voie unique de redynamisation du secteur agricole fragile.

It is often forgotten, however, that this general amenity good (recreation, landscape, rural character) is incidental to the productive agricultural system that supports and maintains it (Bryant, 1979, p. 123).

43 Cet indicateur ne peut être qu'à moyen et long terme puisqu'il s'agit d'évaluation de changement de mentalité, de vision et d'interprétation du territoire agricole et de son potentiel collectif réel. À court terme, les discours des acteurs et les alliances et activités émergentes permettent de distinguer un début de changement de cap. La mise en place d'un réseau de marchés locaux lanauois, la collaboration du jardin collectif avec la commission scolaire ainsi que l'élaboration d'un plan d'action agricole à Senneville sont des indices positifs et prometteurs à ce niveau.

Conclusion

44 Dans notre réflexion, l'action locale est privilégiée, d'abord, à cause de son échelle « gérable »¹³ pour le chercheur-facilitateur-animateur, mais aussi à cause d'un positionnement favorable à la tendance issue de la base (*grassroot*) qui préconise, tout comme les principes de la recherche-action, la prise de conscience (engagement et mobilisation), la revitalisation et l'habilitation communautaire (Quartiers en essor). Le volet de prise de conscience est vital à toute cette démarche.

45 Une des approches les mieux adaptées aux besoins urgents actuels de l'agriculture périurbaine est celle de la recherche-action. Notre expérience professionnelle nous prouve que le trait d'union que propose cette approche répond directement au manque existant, car de nombreux

chercheurs manquent d'ancrage territorial (réseaux, planification et mises en application) et plusieurs praticiens sèment les actions dans un brouillard théorique épais.

46 Le modèle de planification et de gestion considéré n'est, donc, pas une démarche « standardisable » qui peut ou doit être appliquée uniformément. Il s'agit plutôt, d'une méthodologie globale axée sur l'accompagnement, l'interaction, la mobilisation et la transformation, d'où l'importance du réseautage agricole et alimentaire ainsi que la reconnaissance et l'intégration de la multifonctionnalité de l'agriculture dans le modèle.

47 La multifonctionnalité de l'agriculture ouvre des horizons multiples à la réinterprétation de l'espace agricole et des rôles des acteurs locaux dans le façonnage d'une vision d'avenir de développement qui inclurait le milieu agricole. Que ce soit la valeur naturelle, communautaire ou économique et écologique, les trois projets suivis ont su mettre de l'avant les divers rôles complémentaires de l'activité agricole tout en contribuant à l'émergence d'un réseau local de soutien à l'agriculture métropolitaine.

48 L'activité agricole périurbaine doit réintégrer le système et les réseaux alimentaires métropolitains. L'apport de cette agriculture est non seulement mesurable en termes de qualité de l'environnement, de réseautage infrarégional, de proximité, d'accessibilité à des aliments frais, mais est surtout quantifiable en matière de développement et de renforcement des valeurs collectives agricoles métropolitaines communes.

49 Notre projet doctoral de recherche-action dans 3 secteurs agricoles fragilisés métropolitains démontre une évolution certaine en faveur de la réinsertion et de la participation active de cette agriculture et des agriculteurs eux-mêmes dans la réflexion et la planification d'une agriculture métropolitaine fondée sur des valeurs sociales d'équité et de partage et d'un développement territorial durable et cohérent.

LISTE des acronymes employés :

- 50 BAPE : Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
 51 CAAAQ : Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois
 52 CCA : Comité consultatif agricole
 53 CDBL : Conseil de développement du bioalimentaire de Lanaudière
 54 CLD : Centre local de développement
 55 CMM : Communauté métropolitaine de Montréal
 56 CPTAQ : Commission de protection du territoire agricole
 57 DOR : Document sur les objets de la révision
 58 MAMROT : ministère des Affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire
 59 MAPAQ : ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
 60 MRC : Municipalités régionales de comté
 61 SADR : Schéma d'aménagement et de développement révisé
 62 UPA : Union des producteurs agricoles du Québec

Bibliographie

Bryant, C. et L.H. Russwurm, 1979, « The impact of non-farm development on agriculture : a synthesis », Plan Canada, vol. 19, n.2, pp. 122-139.

Bryant, C., 2005, Sustainability and the Civil Commons : rural communities in the age of globalization, J. Summer (ed.) University of Toronto, 179 pages.

Chahine, G. et J. Choquette. 2002, Profil de l'industrie bioalimentaire de Lanaudière, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation-direction régionale de Montréal- Laval-Lanaudière, 7 volumes.

Chahine, G., 2010, « Le rôle des chercheurs dans le processus de co-construction d'un modèle de développement agricole en zone métropolitaine ». Communication, ACFAS Montréal

Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, 2008, Agriculture et agroalimentaire : assurer et bâtir l'avenir. Rapport Pronovost, 274 pages.

CPTAQ. Rapports annuels. Annexe 1.

CRÉ De Montréal. 2009, Lancement de Nourrir Montréal, [EN ligne] URL : [http://www.credemontreal.qc.ca/Communique/Lancement %20Nourrir %20Montreal %20- %20071205.pdf](http://www.credemontreal.qc.ca/Communique/Lancement%20Nourrir%20Montreal%20-%20071205.pdf), Site internet consulté en décembre 2009

Debailleul, G., 2001, « Tourisme rural et multifonctionnalité en agriculture », Téoros, (numéro : tourisme rural), UQÀM, vol. 20, no 2, pp. 52-59.

Duchemin, E, F. Wegmuller et A.-M. Legeault, 2009, « Urban agriculture : multi-dimensional tools for social development in poor neighbourhoods ». Field Actions Science reports, 2, 8 pages. [En ligne] URL : <http://factsreports.revues.org/index113.html>

Fédération des producteurs maraîchers du Québec, 2005, Mémoire dans le cadre de la consultation publique sur le Plan de développement durable du Québec du Ministère du développement durable, de l'Environnement et des Parcs, 6 pages.

Frisko, P., 2007, « La fin des banlieues ? », Alternatives, le journal, vol 14, no 3, p. 1 et p. 5.

Gauthier, F. et A. Bouvette, 1981, « Conditions d'exercice d'une recherche-action : la mobilisation des agriculteurs expropriés », Revue internationale d'action communautaire : la recherche-action, enjeux et pratiques, 5/45, pp. 28-33.

Gerbaux, F. et P. Muller, 1981, « À la recherche de solutions alternatives : 'le comité d'études pour le développement des activités paysannes' », Revue internationale d'action communautaire : la recherche-action, enjeux et pratiques, 5/45, pp 99-104.

Institut de la statistique du Québec (ISQ) et MAPAQ, 2008, Profil sectoriel de l'industrie du bioalimentaire au Québec, édition 2008, [En Ligne] URL : http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/ind_bioalimentaire/pdf/profilbio_2008_3.pdf

Levesque, R., 2008, « Préserver, aussi, les espaces agricoles ». Études foncières, n, 136, pp. 45-48.

Ouimet, B., 2009, Protection du territoire agricole et développement régional : une nouvelle dynamique mobilisatrice pour nos communautés, 35 pages.

Tanguay, L., B. Arpin et P.-O. Quesnel, 2006, Portrait agricole sommaire et évolutif de la Communauté Métropolitaine de Montréal. MAPAQ, 56 pages.

Notes

1 Pour tous acronymes, voir la liste des définitions à la fin de l'article

2 Dans le cadre d'un programme de recherche subventionné par une subvention du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, octroyée au Professeur Christopher Bryant.

3 *Personnes mal-alimentées : personnes ne disposant pas d'une ration alimentaire équilibrée entre protéides, lipides, glucides et micronutriments.* (Levesque, 2008, p. 47)

4 [http://www.credemontreal.qc.ca/Communique/Lancement %20Nourrir %20Montreal %20- %20071205.pdf](http://www.credemontreal.qc.ca/Communique/Lancement%20Nourrir%20Montreal%20-%20071205.pdf)

5 L'occupation de la zone agricole est estimée à 132 467 ha par le MAPAQ (2006). Le taux d'occupation simple est donc 59 % (132 467 ha /221 200 ha).

6 À titre comparatif, en termes de production, et ce, malgré un important manque de données pour tous les jardins montréalais, les jardins collectifs et communautaires généreraient près de 7 594.5 kg/ha.

7 « ...dans la liste des productions non alimentaires caractérisant la multifonctionnalité : biodiversité, paysage, érosion des sols, conservation des eaux, prévention des inondations, emploi rural, sécurité alimentaire, bien-être des animaux, héritage culturel, développement des villages, cohésion sociale, engorgement urbain, compétitivité agricole, répartition des revenus et balance commerciale » (Debailleul, 2001, p. 53).

8 « ..la mise en valeur de la zone agricole, dans le contexte particulier de l'agriculture périurbaine, pourrait s'avérer une occasion inestimable de mobiliser les acteurs agricoles et urbains autour d'un projet motivant. ... les actions entourant la mise en valeur du territoire agricole constituent l'approche la plus appropriée pour créer une dynamisation favorisant la protection de la zone agricole de ces territoires ». (Ouimet, 2009, p. 2)

9 « Dans une optique de multifonctionnalité de l'agriculture, il faut aussi tenir compte des activités complémentaires de la production agricole, notamment de celles qui concourent à la protection de la biodiversité et de certains milieux physiques sensibles, à une meilleure préservation de l'environnement et à la mise en valeur des paysages ou du patrimoine rural » (Pronovost, 2008, p. 208).

10 Dans le cadre de notre analyse doctorale, nous avons identifié 3 étapes charnières au rôle du chercheur dans tout processus de recherche-action basé sur le principe de co-construction : Rôle du chercheur en trois temps : 1) moteur initial/référence méthodologique (durée approx. 6ms-11/2 an). 2)

animateur/médiateur/chef d'orchestre (durée approx. 1-2 ans). 3) observateur/analyste/conseiller (durée approx. 6ms-11/2an)-. (Chahine, 2010).

11 « ...dans la liste des productions non alimentaires caractérisant la multifonctionnalité : biodiversité, paysage, érosion des sols, conservation des eaux, prévention des inondations, emploi rural, sécurité alimentaire, bien-être des animaux, héritage culturel, développement des villages, cohésion sociale, engorgement urbain, compétitivité agricole, répartition des revenus et balance commerciale » (Débailleul, 2001, p. 53).

12 Selon une étude par Transports Canada, en juillet 2007, la congestion routière coûte désormais entre 2,3 et 3,7 milliards de dollars par année au Canada. (Frisko, 2007, p. 1)

13 Gerbaux préconise aussi le lieu d'expérimentation micro-sociale, afin d'inventer dans la mesure de nos modestes moyens, d'autres rapports sociaux (1981, p. 104)

Pour citer cet article

Référence électronique

Ghalia Chahine, « L'autre agriculture urbaine en zone métropolitaine : une recherche-action sur les opportunités de mise en valeur et développement de l'agriculture périurbaine montréalaise », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 11 Numéro 1 | mai 2011, mis en ligne le 09 mai 2011, Consulté le 15 mai 2012. URL : <http://vertigo.revues.org/10719> ; DOI : 10.4000/vertigo.10719

À propos de l'auteur

Ghalia Chahine

Coordinatrice de la coalition pour l'avancement de l'agriculture urbaine et périurbaine, doctorante au département de géographie, Université de Montréal, C.P. 6128, succursale Centre-ville, Montréal (Québec) CANADA, H3C 3J7, Courriel : ghalia.chahine@umontreal.ca

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumé / Abstract

L'agriculture métropolitaine ne peut plus se laisser contenir dans des définitions ou classifications traditionnelles. Qu'elle soit urbaine ou périurbaine, il faut dorénavant porter notre attention sur les innombrables fonctions communes à tous les types d'agricultures et surtout, sur les actions et les acteurs qui les mettent en valeur. La question centrale de l'article présenté est donc : est-il possible de contrer la pression, et l'étalement urbains sur le territoire agricole par un processus de co-construction inusité axé sur un développement multifonctionnel agricole ?

Mots clés : multifonctionnalité, Montréal, recherche-action, agriculture périurbaine, dynamisme agricole métropolitain, agents de transformation, processus de co-construction, stratégies de planification agricole

Whether associated with urban or periurban settings, agriculture and farming activities in metropolitan areas have clearly evolved away from the classical or more traditional definitions of what agriculture is and can provide. The different levels of government need to pay special attention to the many enriching possible interactions between residents, field agents and experts, types of collaborative project-oriented-action and multifunctionality of agriculture in these areas

Keywords : action-research, periurban agriculture, metropolitan agricultural dynamics, transformation agents, multifunctionality, co-construction process, agricultural planning strategies Montreal